

UNE MOBILISATION INTERNATIONALE POUR UNE PROBLÉMATIQUE MONDIALE (3/4)

Français, Européens, on s'engage ! (1/2)

L'Union Européenne a accepté une réduction moyenne de 8 % des émissions de ses pays membres dans le cadre du protocole de Kyoto.

L'engagement des 15 États Membres se décline selon leur niveau de développement, leur niveau de pollution en 1990 et leurs contraintes nationales spécifiques.

L'Allemagne s'est ainsi engagée à réduire ses émissions de 21 %, notamment grâce à la modernisation des centrales thermiques de l'ex-Allemagne de l'Est. Le Portugal, faible émetteur et en retard économiquement, pourra augmenter ses émissions de gaz à effet de serre de 27 %.

Et en France ?

La part prépondérante de l'électricité d'origine nucléaire et hydraulique (plus de 90 %), qui émet très peu de gaz à effet de serre (mais pose d'autres problèmes importants comme celui des déchets nucléaires), et le niveau d'efficacité énergétique atteint placent la France en position relativement bonne par rapport aux autres pays industrialisés et au sein de l'Union Européenne.

La France doit ainsi stabiliser ses émissions au même niveau que 1990.

Au regard de la croissance économique attendue sur 10 ans et de l'augmentation d'émission de gaz à effet de serre associée, cette stabilisation correspond en fait à une réduction de 15 % en 2010 par rapport à 1990.

Il reste que les émissions de chaque Français, environ 2 tonnes de carbone par an et par habitant, sont environ 4 fois supérieures au niveau soutenable par la planète !

Atteindre cet objectif demandera de tous, politiques, industriels, chefs d'entreprises, chercheurs, éducateurs, consommateurs... de nombreux efforts, une nouvelle façon de vivre et de penser le monde, intégrant le respect de son environnement dans ses pratiques quotidiennes.

Des outils et mesures d'accompagnement

Pour faire face à ses engagements, le gouvernement français s'est doté de services et de programmes :

- la **Mission Interministérielle de l'Effet de Serre (MIES)** : elle est chargée de coordonner l'application des engagements en faveur du climat.
- l'**Agence de l'Environnement et de Maîtrise de l'Énergie (ADEME)** : sous tutelle des ministères en charge de l'Environnement, de l'Industrie et de la Recherche, elle aide les décideurs (entreprises, collectivités locales) à choisir les techniques et les solutions les plus efficaces et à les mettre en œuvre ; elle sensibilise et informe le public sur de multiples sujets, notamment l'air, l'énergie et les déchets.
- adopté en 2000, le **Programme National de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC)** détaille une centaine de mesures applicables dans 6 grands secteurs : industrie, transports, bâtiment, agriculture et forêts, déchets, production d'énergie, gaz frigorigènes.

Il prévoit ainsi le renforcement des normes techniques, le financement de recherches auprès des industriels, des actions d'information du public, des labels incitatifs lors de l'achat de biens de consommation...

Ce programme s'appuyait initialement sur l'instauration d'une taxe sur les consommations d'énergie compensée par d'autres allègements fiscaux. Cette dernière, qui constitue la majeure partie de l'effort attendu en économies de CO₂, a cependant été suspendue par les députés et sénateurs en 2001.

- A l'automne 2000, le gouvernement a renforcé son action en adoptant un **Plan National d'Économies d'Énergie (PNEE)**, orienté notamment vers la communication et l'information du public avec la création des espaces info- énergie.